



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 2500

Texte de la question

## OPA SUR ARCELOR

M. le président. La parole est à Mme Marie-Jo Zimmermann, pour le groupe UMP.

Mme Marie-Jo Zimmermann. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Depuis plus de dix jours, un groupe familial indien a lancé une OPA sur le groupe Arcelor, leader européen de l'acier.

Bien que l'État ne soit pas actionnaire d'Arcelor, le Gouvernement s'est à juste titre saisi du dossier. Je voudrais donc savoir quelle est votre stratégie pour préserver les intérêts de notre pays et ceux des trois autres pays européens concernés ?

Rappelons qu'Arcelor emploie près de 100 000 personnes en Europe, où le groupe réalise plus de 75 % de son chiffre d'affaires, et qu'il s'agit du champion européen des aciers plats au carbone et des aciers inoxydables, ainsi que d'autres produits à valeur ajoutée technique.

Face à la seule logique financière, qui peut peser lourdement sur Arcelor,...

M. Maxime Gremetz. Très bien !

Mme Marie-Jo Zimmermann. ...face aux propositions qui lui sont soumises par Mittal Steel, comment l'État peut-il défendre les intérêts sociaux, économiques et industriels du groupe ?

Cette affaire a suscité de nombreuses réactions dans l'ensemble de l'Europe. Pouvez-vous, monsieur le ministre, faire le point devant l'Assemblée nationale sur les développements et les perspectives de ce dossier, qui est important pour l'industrie de l'acier en France et en Europe, pour l'emploi dans notre pays, en particulier la Lorraine,...

M. Maxime Gremetz. Et la Picardie !

Mme Marie-Jo Zimmermann. ...et pour la crédibilité de notre politique économique ? Comment le Gouvernement entend-il parvenir à éviter que cette opération n'atteigne les valeurs économiques, industrielles et sociales de notre pays ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Maxime Gremetz. Bonne question !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Christian Bataille. Matamore !

M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Madame la députée, l'OPA sur Arcelor est un dossier très important pour le Gouvernement et pour la France. L'État français n'est, certes, plus actionnaire d'Arcelor...

M. Henri Emmanuelli. Hélas !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...depuis la vente de sa dernière participation sous le gouvernement de M. Jospin. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Néanmoins, il reste très impliqué puisqu'il entretient des relations étroites avec Arcelor, qui emploie près de 30 000 salariés sur le territoire national dans quatre pôles de compétitivité. C'est la raison pour laquelle, dès le premier jour, à la demande du Premier ministre,...

M. Christian Bataille. Vous n'avez rien fait !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...j'ai exprimé, au nom du gouvernement français, nos plus vives préoccupations sur la façon dont cette OPA hostile avait été lancée. J'ai également exigé d'avoir

accès à un projet industriel, d'intégration des cultures et de gouvernance. À ce jour,...

M. Christian Bataille. Vous n'avez rien fait !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...nous ne disposons pas encore de ces éléments.

M. Christian Bataille. Des mots !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Au-delà des divers effets d'image, la solidarité européenne se manifeste avec force sur ce dossier.

M. Pierre Lellouche. Demandez donc à Thyssen !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. À New York, où je me trouvais hier pour encourager et féliciter les conseillers du commerce extérieur français - l'année dernière, les ventes françaises ont augmenté de 9 % aux États-Unis -, j'ai également rencontré la communauté des affaires américaines, qui partage totalement la position de la France. Il ne s'agit ni de protectionnisme ni d'interventionnisme, mais tout simplement de respect des règles de bonne gouvernance dans un monde globalisé où la France a toute sa place.

M. Christian Bataille. Vous ne ferez rien !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Croyez bien que le Gouvernement sera très attentif à disposer de projets industriels concrets, que je ne manquerai pas de commenter. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Marie-Jo Zimmermann](#)

**Circonscription :** Moselle (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2500

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 9 février 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 février 2006